

Séance du Conseil Régional Provence-Alpes-Côte d'Azur
23 octobre 2008

Jean-Marc Coppola

Président du groupe communiste et Partenaires

Monsieur le Président,
Chers collègues,

Je vous remercie Monsieur le Président d'avoir ouvert cette session par **un débat sur la crise financière** et ses conséquences sur les collectivités locales et territoriales.

Comment aurions-nous pu aborder les délibérations sur les politiques régionales, hors de la situation grave qui secoue le monde – et pas seulement celui de la finance – et qui interroge nos concitoyens, voire les inquiète ?

Comment aurions-nous pu décider des investissements publics – sains et vertueux – au service de la population de notre Région, au service de l'intérêt général, sans confronter nos points de vue sur les causes profondes de cette crise financière ?

Car je souhaite aborder les raisons qui ont conduit à cette situation.

Depuis le 16 septembre dernier, le monde tremble sous l'effet d'une crise financière comme nous n'en avons jamais connu auparavant.

C'est le système capitaliste mondialisé dans ses fondements qui est en cause.

Des signes avant-coureurs et non déclencheurs l'avaient annoncé. Il s'agit de la crise des «subprimes», la faillite du crédit immobilier américain, en plein mois d'août 2007.

Des économistes prévoyaient alors cette crise profonde et durable.

Les communistes aussi et depuis longtemps.

D'ailleurs je me souviens avoir pointé du doigt, en décembre 2007, certaines conséquences immédiates pour nous, institution régionale, de la crise du crédit, importée des USA, de la faillite des opérateurs, de la crise de confiance interbancaire, de la crise de liquidités, à savoir la hausse de nos taux d'intérêts et donc de nos frais financiers.

Là aussi nous avons les signes avant-coureurs de l'emballage de la machine capitaliste mue par la seule logique de rentabilité financière.

Il ne pouvait pas en être autrement.

Quand depuis des décennies, la bulle financière spéculative ravage l'économie réelle, tout en apportant des gains faramineux à ceux qui avaient déjà tout.

Quand les 500 familles les plus riches dans notre pays, qui possédaient il y a dix ans 6 % du PIB, en détiennent 14 % aujourd'hui.

Quand pendant cette période, la précarité et la pauvreté ont battu tous les records.

Il ne pouvait pas en être autrement.

Voilà qui condamne le capitalisme, il condamne votre système.
Mais voilà qui condamne aussi le bilan du Gouvernement.

Et aujourd'hui Monsieur Sarkozy, en fustigeant le capitalisme financier, voudrait faire oublier ses propres responsabilités, ses propres choix, son projet de civilisation, dont la première phase consiste à détricoter le modèle social français.

Il voudrait faire oublier ses responsabilités et celles de ses amis, politiques, banquiers et industriels.

Il voudrait faire oublier ses vacances sur le yacht de son ami Bolloré, ses voyages aux Etats-Unis pour revenir avec les recettes de George Bush.

Il voudrait nous faire oublier le bouclier fiscal et les cadeaux fiscaux aux plus fortunés.

En venant au chevet du capitalisme malade, il voudrait faire croire qu'il y aurait un bon et un mauvais capitalisme.

Il voudrait faire oublier qu'en 20 ans le portefeuille du CAC 40 a vu son pouvoir d'achat progresser de 120 % pendant que celui des salariés – à temps plein – peinait à atteindre les 15 % et que celui du RMI faisait pratiquement du sur-place.

Quel mépris ! Pour la sécu, pour les retraites, pour les salaires, il n'y a rien.

Mais pour les banques, on sort l'argenterie. On remet des sous dans la machine.

Comme le soulignait Jean-Pierre Brard, député de Seine Saint Denis, deux mois sont consacrés à l'examen du budget de la nation, qui s'élève à moins de 300 milliards.

Une demi-journée a été consacrée au plan de sauvetage des banques, qui porte sur 360 milliards.

Et il n'a fallu qu'une heure pour injecter 3 milliards – soit un tiers du déficit de la sécu - dans la banque DEXIA.

Non, mesdames et messieurs, parler de moralisation, de refondation ou de régulation du capitalisme, c'est comme demander à un tigre de manger de la salade.

De la même façon, et sans les innocenter complètement, les coupables ne sont ni les irresponsables américains, ni le jeune trader de la société générale, ni ce conseiller municipal de Marseille, PDG de la Caisse d'épargne démissionné sous la pression sarkozienne.

Des têtes ont roulé dans les paniers d'osier pour maîtriser le mécontentement et les craintes populaires, mais les coupables sont ceux qui prennent le monde pour un Casino géant au détriment du travail.

Certes face à une crise de cette ampleur, face aux menaces qu'elle fait peser sur l'économie mondiale, il fallait réagir.

Pour autant étaient-ce les bonnes réponses, alors qu'il en faut d'ordre structurel, pour dépasser un système à bout de souffle ?

Des milliards d'euros sont octroyés aux banques, sans le moindre début de commencement d'un pôle public bancaire solide et opérationnel pour réorienter l'argent vers l'emploi et le social.

Quel culot d'oser parler comme l'a fait monsieur Fillon de faire disparaître les paradis fiscaux, qui coûtent 10 % des recettes fiscales à l'Etat, alors que toutes les banques françaises y ont des attaches!

Quel culot d'oser parler de contrôle des banques, alors que la première mesure du gouvernement de droite en 2002, a été d'abroger la loi Hue, sur le contrôle de l'utilisation des fonds publics destinés aux entreprises privées ?

Alors chiche, on s'attaque aux paradis fiscaux, on remet un contrôle permanent et rigoureux des transactions bancaires et des subventions publiques aux entreprises privées ?

Depuis des années, nous, communistes disons – avec des rires moqueurs à notre égard - que le capitalisme nous conduit à la catastrophe, mais nous savons qu'avoir eu raison avant les autres, même si cela peut procurer une certaine satisfaction, ne sert à rien.

C'est la raison pour laquelle nous voulons alerter nos concitoyens, que contrairement à ce que le Président de la République veut faire croire, le pic de la crise n'est pas derrière nous, non pas pour alarmer, mais pour démontrer que les solutions de Monsieur Sarkozy font partie des arguments pour serrer encore plus la ceinture des travailleurs, des retraités, des artisans...

Quelle indécence, alors que la crise est là, d'en profiter pour détruire l'Hôpital public, quelle indécence de continuer avec la Révision Générale des Politiques publiques à réduire la capacité d'intervention de la puissance publique

Quelle indécence de privatiser La Poste et La Banque Postale

Quelle indécence d'en profiter pour arroser ses amis les banquiers qui en profitent pour accumuler les opérations juteuses, et je ne veux pas parler ici de la Caisse d'épargne mais de celles et ceux qui en profitent, soi-disant par bonté d'âme à procéder à des fusions acquisitions et vont profiter des fonds dégagés...

Qui va payer la crise et tout cet argent une première fois volé aux salariés ?

Pour spéculer, on a délocalisé, licencié, laissé les outils de production à l'abandon, délaissé la recherche, plombé les salaires...

Alors qui va payer la crise ? Certainement pas nous ici.

Les collectivités locales, toutes, sont étranglées par les baisses de dotations gouvernementales, un gouvernement ici qui nous refuse les moyens de remplir correctement toutes nos missions. Nous ne nous laisserons pas étrangler. Nous avons été élus pour mener une politique et nous nous battons pour que ce soit possible !

Oui la Révision Générale des Politiques Publiques, la fameuse RGPP constitue un danger, y compris pour notre Région, et l'on ne peut que s'interroger sur ses objectifs à l'heure où la crise financière fait mesurer plus que jamais la nécessité d'une intervention publique structurée, réactive, efficace.

La réduction des personnels et des moyens dans la Fonction publique a déjà fait beaucoup de dégât, à commencer par le secteur de la santé et de l'éducation nationale.

Dans le cadre de cette réforme et dans ce même esprit, depuis quelques semaines, des bruits courent dans la presse concernant une réforme institutionnelle de grande ampleur touchant aux Conseils régionaux et aux Conseils généraux.

Il est évident qu'aucune réflexion sur le sujet ne saurait être entamée sans l'apport actif des assemblées en question et qu'aucune réforme de ce type ne saurait être envisagée sans une concertation avec l'ensemble des forces politiques républicaines dans notre pays, d'autant moins à la va-vite en fonction d'objectifs électoraux plus ou moins avoués.

J'accuse la droite de vouloir changer les règles du jeu parce qu'elle a perdu de façon cinglante les dernières élections régionales et qu'elle sait que nous faisons du bon travail !

Les Conseils généraux et régionaux exercent des missions différentes et complémentaires. Fusionner des assemblées de collectivités territoriales sans aucun regard d'ensemble sur nos Institutions n'est pas un gage de développement de la démocratie.

Monsieur le Président, demandons des comptes concernant d'éventuelles modifications institutionnelles concernant la Région.

Monsieur le Président vous avez demandé au CESR un avis sur la RGPP, et si nous proposons de demander des comptes à l'Etat concernant la RGPP et les conséquences qu'elle pourrait avoir sur l'exercice de nos missions, je pense que nous pourrions déclarer notre institution régionale « HORS RGPP ».

Exigeons un grand débat public sur le rôle de la Fonction publique, la place des services publics et le fonctionnement de nos institutions.

Car pour nous la réforme de la Fonction publique ne peut en aucun cas répondre à des seuls critères de rentabilité et se fonder sur la réduction des dépenses publiques.

La fonction publique a des missions, elle doit répondre à des besoins.

La réforme de la Fonction publique ne peut s'entendre que pour mieux répondre à ces besoins, mieux s'adapter aux défis de notre temps, mieux développer l'intervention de la puissance publique dans la société.

Ainsi je réitère ici ma proposition qui avait obtenu votre assentiment en séance, Monsieur le Président, de créer un observatoire des services publics pour continuer à évaluer les besoins et mettre l'évolution des choses sous surveillance à l'heure où la crise sévit et où le gouvernement aligne les projets de destruction.

Notre Région a des atouts et la politique de notre majorité – je pense particulièrement aux PRIDES et au Fonds régional pour l'emploi et la formation - nous donne les moyens de soutenir les salariés, l'emploi, l'économie.

Nous avons eu le courage de mettre en place à l'échelle régionale une Commission de contrôle et d'évaluation des subventions publiques destinées aux entreprises privées.

Je me félicite que nous l'ayons réunie ces derniers jours pour mieux appréhender les difficultés et les potentialités de la filière micro électronique.

Mais notre souhait, plus que jamais, est que pas un sou de notre institution ne puisse servir à des opérations spéculatives. Nous serons vigilants !

Aussi, nous ne nous laisserons pas critiquer, par ceux qui socialisent le déficit des banques, sur la gestion des collectivités locales et sur l'utilisation de l'argent public.

Mesdames et Messieurs, la dépense publique est saine et vertueuse.

Pour conclure, dire cela ne signifie pas dépenser sans compter pour n'importe quel projet. Je veux ici faire référence **au projet de LGV PACA**.

Oui, monsieur le Président, comme vous, nous disons que la LGV est une chance à ne pas manquer. Oui, le Président de la République et le gouvernement doivent prendre leurs responsabilités sur ce dossier indispensable pour désenclaver notre Région, pour notre lien avec le réseau européen, pour répondre aux défis environnementaux et pour les futures générations.

Pour autant, la question du tracé n'est ni annexe, ni anodine. Car suivant le tracé, nous créerons ou un obstacle ou une opportunité de développement, y compris de développement des TER (c'est notre compétence), comme nous le faisons depuis 1998. Suivant le tracé, la concentration, la saturation du littoral pourraient être accrus dans une région où déjà 80% de la population réside sur 20% du territoire.

Nous nous sommes grandement exprimés sur le sujet ces derniers jours, montrant que le projet le plus pertinent se trouve être le moins coûteux.

Nous, élus communistes déclarons qu'il faut poursuivre nos politiques volontaristes conformément aux engagements pris devant nos concitoyens depuis le début de la mandature, en utilisant tous les moyens à notre disposition pour accroître nos recettes.

La dépense publique est nécessaire à l'intérêt général, quand les politiques sont basées sur la solidarité et sur la lutte contre les inégalités comme nous le faisons à la Région depuis 10 ans.

Je vous remercie de votre attention